

341. Rapport de la commission des franchises

1701 mai 26 – août 1. Neuchâtel

Rapport de la « commission des franchises » sur plusieurs points de coutumes et délibération du Conseil. Le premier point aboutit à demander aux Quatre-Ministres d'abolir la coutume des héritiers nécessaires. Le second point renvoie la question des signatures privées à la commission. Le troisième point, qui est rejeté, concerne la justice sommaire pour les amendes de douze batz. Le quatrième point qui traite de l'abolition du grappillage nécessite l'avis du gouvernement.

Il ne s'agit pas d'un point de coutume, mais d'une délibération de la commission des franchises concernant une réforme du droit et notamment l'abolition d'une coutume. Elle figure sur un folio volant ajouté au coutumier.

Monsieur B°

Monsieur P

Monsieur G^t I

La commission des franchises a fait rapport des différents objets relatifs à la législation dont l'examen lui avait été délégué.

Et premièrement elle a présenté son préjugé relatif à la ^aqualité d'héritiers nécessaires ^bde leurs pères mères^c et autres ascendants paternels & maternels, ^dque donne aux enfants une ancienne coutume de cet état.

Sur quoi délibéré le Conseil assemblé^e a dit que l'on charge Messieurs les Quatre Ministres qui assisteront à la clôture des États de cette année d'insister par une requisition motivée sur l'abolition de la susdite coutume et sur la réforme de tous les points de la jurisprudence de cet état ^fqui lui sont relatifs : fondés sur tous les inconvenients qui en ont résulté jusqu'à présent et sur le peu de fruit qui en résulte aujourd'hui à raison des renonciations.

Et secondement sur la foi et l'efficacité que nos coutumes accordent aux écritures, et signatures privées. ^g

Sur quoi délibéré le Conseil ^hfaux ⁱmet pour le moment la proposition de côté renvoyant à la commission à la travailler de nouveau.

Troisièmement sur la proposition faite au Conseil de rendre les justices sommaires lorsqu'il s'agira d'une amende de 12 batz pour laquelle la Seigneurie pour suivra, et d'entendre leur compétence ^jdans les actions personnelles.

Sur quoi délibéré il a été dit, que l'on rejette l'une et l'autre proposition.

Quatrièmement sur la proposition de demander au souverain tribunal l'abolition du grappillage.

Sur quoi délibéré le Conseil estime que l'on préalablement demander au gouvernement une conférence sur cet objet.

Original : AVN B 101.14.001, fol. 589br ; Papier, 23.5 × 33 cm.

^a Suppression par biffage : loi q mature de l'hérédité nécessaire.

^b Suppression par biffage : que donne aux enfants relatif.

- ^c Ajout au-dessus de la ligne.
- ^d La suppression a été grattée : Sur.
- ^e Ajout dans la marge de gauche.
- ^f Suppression par biffage : relatif.
- ⁵ ^g Suppression par biffage : Et sur les.
- ^h Suppression par biffage : remarquant le multitude excessive combien de procès de.
- ⁱ Suppression par biffage : se sont suscités.
- ^j Suppression par biffage : au delà de leur.